

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 21 AVRIL 2002

N° 292 PRIX 0,60 Euro (4 F)



M A L I

LE PRESIDENT

SERA REMPLACE



MAIS LA PAUVRETE CONTINUERA

COMME AVANT

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 4
Sénégal:
- règlement de compte
entre crocodiles au
sein de la CNTS.
- mensonges et déma-
gogie.

Page 6
Côte d'Ivoire:
- victoire sans
surprise de Bédié
- Le FMI impose à
l'Etat de privatiser
13 entreprises avant
fin 2002.
- Lutte contre la
corruption? En parole
le seulement.

Page 9
Proche Orient: Sharon
continue sa guerre
criminelle avec le
soutien de l'impéria-
lisme américain

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

MALI

**LE PRESIDENT SERA
REMPLECE MAIS LA
PAUVRETE CONTINUERA
COMME AVANT**

Le 28 avril les Maliens sont appelés à élire un nouveau président. Il y a 24 partants sur la ligne de départ dont trois sont issus de la mouvance présidentielle. Celui qui suscite le plus de commentaires est le candidat Amadou Toumani Touré (ATT). Il bénéficie de la réputation de "tombeur" du dictateur en 1991. Contrairement à tous les militaires qui se sont installés au pouvoir après avoir fait un coup d'Etat, ATT fait valoir que lui n'est resté qu'environ un an à la tête du CTSP (Conseil de transition) composé de militaires mais aussi de civils issus de différentes sensibilités politiques. Ces courants politiques étaient officiellement interdits mais dans les faits existaient surtout lors des dernières années du régime de parti unique de Moussa Traoré. C'est à l'issue de cette période de transition qu'ont pu avoir lieu les premières élections multipartistes en 1992. Celles-ci ont donné la victoire à Alpha Oumar Konaré. Il est resté au pouvoir durant deux quinquennats et ne brigue pas un troisième mandat conformément à la constitution. Il bénéficie cependant d'un petit crédit favorable auprès de la population. Sous ses mandats il y a eu une certaine libéralisation du régime. On n'a pas emprisonné pour délit d'opinion. Il y a eu aussi certaines réalisations effectuées au cours des dernières années. Certaines sont portées à son crédit bien que dans la réalité elles sont davantage l'oeuvre d'ONG internationales. D'autres telles que le bitumage de certaines routes et la réhabilitation des aéroports ainsi que l'implantation de quelques centres de santé ont été effectuées pour être en conformité aux exigences de la CAN 2002 de football.

ATT estime que le moment est favorable pour lui et que Konaré se doit de lui renvoyer l'ascenseur en quelque sorte. Celui-ci ne lui a pas fait obstacle. Il a pris soin de ne pas apporter une quelconque caution aux trois candidats de l'ADEMA (le parti du président sortant). Il leur aurait même recommandé de ne pas considérer ATT comme un adversaire.

... / ...

ATT a le vent en poupe. Il est vrai qu'il n'avait pas disparu de la scène politique durant ces dix années écoulées. Il a utilisé ce temps pour cultiver une certaine image de "sage" voire de "démocrate". Il laissait entendre que le pouvoir ne l'intéressait pas. En réalité au moment où il a déposé Moussa Traoré en 1991, des milliers de jeunes et de femmes sont descendus dans la rue au péril de leur vie pour dire qu'ils ne veulent plus de militaires au pouvoir. Cette vague de contestation était profonde. Elle datait de plusieurs années et avait traversé toute l'Afrique francophone. Dans plusieurs pays elle avait débouché sur la mise en place de "conférences nationales" et l'organisation d'élections multipartistes. Le régime de Moussa Traoré était le dernier à refuser une telle évolution malgré les recommandations de la Conférence de La Baule en 1989 sous l'égide de Mitterrand. Moussa Traoré le paya par la chute brutale de son pouvoir et par sa déposition puis son arrestation personnelle. ATT avait estimé à ce moment-là qu'il était plus prudent de patienter quitte à céder momentanément la place. De toute façon il n'a pas été lésé dans cette histoire. En un premier temps Jimmy Carter l'ancien président des Etats-Unis assurera en quelque sorte sa promotion. Grâce à son coup de pouce ATT va pouvoir se placer à la tête d'une "fondation de lutte contre le ver de Guinée". Par la suite il se trouvera propulsé au devant de la scène politique sous forme de médiateur pour résoudre des conflits qui opposent des militaires à des civils. Dans un sens favorable aux intérêts des grandes puissances, bien sûr. Ce fut le cas en Centrafrique lorsque des mutineries de certaines casernes avaient ébranlé le régime de Patassé. Ce fut aussi le cas au Niger lors de la crise consécutive au coup de force militaire contre Maïnassiré Baré. Malgré tout cela la méfiance à l'égard du militaire qu'il est demeure réelle au Mali. La preuve

est que malgré quelques tentatives, ATT n'a pas vraiment réussi à cristalliser autour de sa personne sous forme de parti politique les quelques sympathies qui se manifestaient ça et là. A défaut de pouvoir constituer un appareil pour battre efficacement la campagne électorale, ATT a été réduit à tout miser sur d'éventuels ralliements de dernière heure de notables arrivistes émanant des divers camps en compétition. Ce qui n'était qu'un pari il y a quelques mois a fini par trouver un certain répondant au fur et à mesure que la date du vote approchait. La mayonnaise a sérieusement pris si on en croit la presse qui annonce qu'au dernier pointage 18 partis d'opposition soutiendraient sa candidature.

En face de ATT il y a Ibrahim Babakar Keita (IBK). Il a longtemps vécu en Europe avant d'être propulsé Premier ministre par Konaré en 1994. Il n'a pas une très bonne réputation dans le pays surtout à cause d'une histoire de listes électorales lors des législatives de 1997 que les partis d'opposition contestaient. Il se voulait "candidat naturel" de l'ADEMA jusqu'au moment où Konaré l'a limogé en 2000. Il a du même coup perdu son contrôle sur le parti.

Soumaïlia Cissé, candidat officiel de l'ADEMA et ancien ministre des finances sous IBK, est le porte parole de la contestation anti-IBK. Ce dernier est désigné comme quelqu'un qui a fait main basse sur l'appareil après avoir coulé du bon temps en Europe pendant que d'autres dont Soumaïlia Cissé auraient mené sur place la lutte contre Moussa Traoré.

Mandé Sidibé le remplaçant d'IBK à la tête du gouvernement, limogé tout récemment par Konaré est aussi candidat étiqueté ADEMA.

Ces trois candidats ont tous été vus à l'oeuvre en tant que ministre ou Premier ministre. Ils ne sont pas en mesure de faire état

d'un bilan un tant soit peu positif durant leur mandat.

Le Mali est un pays très pauvre victime à la fois des sécheresses périodiques et de la chute du prix du coton (principal produit d'exportation) sur les marchés mondiaux. Aucun des candidats, ni ATT ni les autres, n'ont des perspectives à proposer aux masses pauvres. La plupart commencent leur discours par des prières et évoquent à tout propos

une soi-disant volonté divine. Il est vrai que les chefferies religieuses qui tirent les consciences vers l'obscurantisme et l'arriération sont influentes dans le pays. C'est sur l'influence de ces gens-là que les candidats comptent pour avoir des voix.

C'est dire que quel que soit le vainqueur final de cette course à la mangeoire, aucune amélioration n'est à espérer pour l'énorme majorité de la population.

SENEGAL

REGLEMENT DE COMPTE ENTRE CROCODILES AU SEIN DE LA CNTS

La crise qui secoue la centrale syndicale CNTS (Confédération nationale des travailleurs du Sénégal) depuis maintenant deux ans a fini par se transformer en véritable bagarre physique jusqu'à mort d'homme. Le 21 mars dernier un incendie criminel a dévasté les locaux de la Bourse du travail de Dakar. Ses locaux ont ensuite été saccagés. Il y aurait eu au moins un mort officiellement.

Il y a quelques mois, lors de la préparation du congrès de la CNTS qui s'est tenu le 12 janvier 2002, les dirigeants de ce principal syndicat du Sénégal s'étaient déjà livrés à des échanges de coups de poing et de menace de mort. Cela s'est terminé par une scission de la centrale entre d'un côté la "CNTS/Force du Changement" et la CNTS tout court.

Depuis sa création jusqu'à son dernier congrès la CNTS était l'appendice du Parti Socialiste au pouvoir. Ses dirigeants étaient membres ou très proches du PS. Ils avaient presque les mêmes privilèges que les ministres, députés ou sénateurs. Certains ont même été nommés à des hauts postes de l'Etat. En tenant ainsi les arènes de ce syndicat le pouvoir politique a

toujours voulu contrôler toute grève ou agitation dans le monde du travail. Dès qu'une grève éclatait quelque part les dirigeants de la CNTS rappiquaient pour proposer leur concours à la négociation. Les travailleurs sénégalais qui, en mai 1968, avaient fait la grève se souviennent certainement de Doudou N'Gom, dirigeant de la CNTS qui négocia avec Senghor et qui obtint plus tard un poste de ministre en guise de remerciement.

Mais le PS n'est plus au pouvoir depuis la victoire de Wade le 19 mars 2000. Par conséquent la mangeoire s'est déplacée vers le PDS. C'est cela la véritable raison de cette crise au sein de la CNTS. Une partie de l'ancienne direction restée fidèle au PS ou trop mouillée avec ce dernier pour espérer se reconvertir aux couleurs du PDS, reste accrochée aux postes clés de la CNTS pour espérer continuer à bénéficier des privilèges liés à ces fonctions bureaucratiques. Mais des nouveaux parvenus veulent les en déloger. Alors c'est la bagarre, la scission, l'incendie et toutes sortes de règlements de comptes dignes de la maffia, et complètement étrangers aux intérêts des travailleurs dont ils prétendent sans honte être les dépositaires.

SENEGAL**MENSONGES ET DEMAGOGIE**

A l'occasion des élections régionales, municipales et rurales du 12 mai prochain, les politiciens du pouvoir comme ceux de l'opposition rivalisent de démagogie et de mensonge pour tromper une fois de plus les électeurs.

La ville de Dakar a retrouvé un semblant de fraîcheur et de propreté. Quelques poubelles ont été installées sur les trottoirs du centre-ville. Les ordures ménagères sont ramassées un peu plus fréquemment de d'habitude. Le premier ministre et les ministres PDS expliquent que si jusqu'ici ils n'ont pas pu apporter des changements dans la vie quotidienne de la majorité de la population c'est parce qu'ils étaient occupés à faire des "réformes institutionnelles", à organiser le référendum et les élections législatives. Ils mentent.

Le gouvernement est, rappelons-le, constitué d'une coalition, dite "coalition Sopi", au sein de laquelle se trouvent en plus du PDS de Wade, le parti And-Jef-Pads de Landing Savané, la Ligue Démocratique d'Abdoulaye Bathily. Quant au PIT (Parti de l'Indépendance et du Travail) d'Amath Dansokho, il en est sorti depuis l'année dernière pour se retrouver dans "l'opposition" regroupée elle, dans le CPS (Cadre permanent de concertation) animé par les frères ennemis Tanor Dieng du PS et Moustapha Niassé de l'AFP.

Certains ministres, tels Savané et Bathily veulent montrer leur différence et apporter leur propre son de cloche pour ne pas être confondu avec le PDS. Mais la tâche n'est pas si facile. Comment avoir l'air de critiquer le gouvernement

tout en y participant? Comment convaincre les électeurs des quartiers populaires à qui on a promis le "sopi" (changement) alors que depuis deux ans rien n'a changé dans leur sort?

Mamadou Diop, un des dirigeants d'And-Jef-Pads reconnaît que "le découragement gagne les rangs de ceux qui avaient placé beaucoup d'espoir dans l'alternance" mais son parti allié au pouvoir du PDS est aussi responsable de la détérioration de la situation de la population pauvre à qui il avait menti pour faire élire Wade en mars 2002 en échange de quelques strapontins ministériels.

Loin d'améliorer les conditions d'existence des classes laborieuses le gouvernement de Wade ne fait que continuer ce que Diouf faisait auparavant. Les salaires de la fonction publique sont toujours bloqués; les hôpitaux, les écoles, les transports publics comme les autres secteurs vitaux pour la population pauvre sont quasiment laissés à l'abandon. Tout dernièrement au mois de mars 2002 le gouvernement voulait même supprimer des postes de facteurs dans les PTT en obligeant les habitants à avoir chacun sa boîte postale. Et ceux qui ne pouvaient pas se la payer étaient condamnés à verser 100 CFA de plus pour chaque courrier reçu. Les postiers ont dû déclencher une grève soutenue par les usagers des quartiers populaires pour que le gouvernement recule en déclarant hypocritement qu'il y avait eu un "malentendu".

Oui, Wade poursuit la même politique que Diouf contre les populations laborieuses. Et il ne mérite que leur mépris et leur dégoût.

COTE D'IVOIRE**VICTOIRE SANS SURPRISE DE BÉDIÉ
AU CONGRES DU PDCI**

Le congrès du PDCI a fait couler beaucoup d'encre. L'enjeu était le renouvellement de son bureau, c'est-à-dire l'appareil dirigeant du parti. Deux principales tendances prétendaient à en prendre la direction. Il y avait d'une part, Bédié, le président sortant et sa

voter pour lui. Chaque délégué aurait aussi perçu, au sortir du congrès, la somme de 100 mille francs, distribuée généreusement par Bédié. Une somme d'argent qu'il aurait promis en cas de victoire.

Dans cette lutte pour le contrôle du PDCI, le pouvoir FPI n'était pas neutre entre Bédié et Fologo. Le journal du FPI "Notre Voie" avait pris, en effet, fait et cause pour le candidat Fologo, qu'il a gratifié de "démocrate" et à qui il a consacré de nombreuses pages pour sa propagande.



Fologo et Bédié

lors du dernier congrès du PDCI

Pour le pouvoir en place, la mainmise de Fologo sur le PDCI l'aurait bien arrangé. En effet, le FPI seul ne détient pas la majorité absolue au sein du parlement. Il lui faut donc au moins la neutralité bienveillante du PDCI pour continuer à mener sa politique. D'ailleurs, le PDCI détient 4 portefeuilles ministériels au sein du gouvernement actuel. Fologo représentait quelque part cette garantie, au moins pour un certain temps. Quant à Bédié, il pourrait mieux trouver son intérêt en mettant des bâtons dans les roues de Gbagbo.

clique, et de l'autre, Laurent Dona Fologo et ceux qui l'ont rallié. Ce dernier était soutenu indirectement par le FPI et le pouvoir en place. Au final, Bédié a remporté une victoire sans surprise, par une écrasante majorité des votants. L'affaire pourrait en fin de compte se résumer à l'histoire d'un roi affaibli et de son griot qui avait peut-être pensé que son heure "avait sonné".

Voilà pourquoi Gbagbo avait confié à Fologo la présidence du Conseil Economique et Social, sacrifiant ce poste au détriment des siens. Il lui donnait du même coup les moyens matériels de se passer de l'argent de Bédié, de son rôle de "griot" et de "suiveur".

Toujours est-il que Bédié avait besoin de garder le contrôle de l'appareil du parti, pour pouvoir mieux se positionner aux présidentielles de 2005. Il ne pouvait donc en aucun cas laisser s'échapper le contrôle du parti. La presse a parlé de 800 millions, la somme d'argent que Bédié aurait distribué autour de lui pour arriver à ses fins. Ainsi, tel maire PDCI aurait exigé deux millions pour

Aujourd'hui, les cartes sont tombées. Bédié garde le contrôle du PDCI. Fologo en est écarté.

La question de savoir si le PDCI éclatera-il en deux ou pas, pourrait aussi se poser, tant les ambitions sont nombreuses. En tout cas, le FPI n'aura pas une attitude neutre face à une telle sortie de

crise.

Pour l'heure, Djédjé Madi, le nouveau Secrétaire Général du PDCI nommé par Bédié annonce la couleur, quand il dit que "notre rôle n'est pas d'aider Gbagbo à réussir".

Fologo disait aussi lors de sa campagne que "Bédié veut faire tomber Gbagbo pour revenir au pouvoir". Quant au journal "Notre Voie", il titrait, après le discours de Bédié au congrès: "Bédié veut une rupture totale avec le FPI".

Toutes ces petites phrases donnent un aperçu des rapports possibles, de leurs limites, entre le PDCI et le FPI.

Pour l'heure, les ministres PDCI continuent de participer au gouvernement FPI. Mais on peut deviner que des discussions peuvent se tenir dans les coulisses et que la présence des ministres PDCI au sein du gouvernement actuel tient pour beaucoup au bon vouloir de Bédié et de ses intérêts de l'heure.

Ce qui est sûr c'est que Bédié doit rêver nuit et jour de revenir un jour dans le palais d'où il a été délogé comme un malpropre à la veille d'un certain Noël 1999. Et ce n'est certainement pas du côté des travailleurs et des petites gens qui ont souffert de sa politique et de sa corruption qu'il va trouver un soutien pour réaliser son rêve.

COTE D'IVOIRE

LE FMI IMPOSE A L'ETAT DE PRIVATISER 13 ENTREPRISES AVANT FIN 2002

Suite aux accords conclus entre les dirigeants ivoiriens et ceux du FMI, ces derniers ont finalement renouvelé les prêts financiers qu'ils avaient suspendus pour "problème de gouvernance" depuis 1998.

Les dirigeants ivoiriens ont présenté ces nouveaux accords comme une petite victoire car les caisses de l'Etat presque à sec depuis plusieurs années vont de nouveau être un peu plus garnies et que cet "argent frais" pourra permettre entre autre de payer les salaires des fonctionnaires et rembourser les dettes intérieures de l'Etat.

Mais ce qui n'a pas été trop chanté sur les toits c'est qu'en échange de ces nouveaux prêts du FMI, le gouvernement ivoirien a dû s'engager à privatiser d'ici à la fin de cette année 13 entreprises dont les capitaux sont détenus entre 10 et 100% par l'Etat. Parmi ces

entreprises il y en a deux du secteur textile, trois dans le sucre, une de transport et une autre, la principale, la SIR, dans la raffinerie de pétrole.

Voilà donc de nouveaux cadeaux offerts aux grands financiers internationaux et au passage à la toute petite minorité de rapaces locaux qui possèdent beaucoup d'argent et cherchent à l'investir dans des affaires juteuses.

Ce qui est sûr c'est que ces nouvelles privatisations ne feront qu'empirer le sort des ouvriers qui y travaillent. Non pas du fait qu'ils sont mieux payés et mieux considérés aujourd'hui dans ces entreprises d'Etat ou semi-étatiques mais parce que nous savons que pour rentabiliser leurs investissements les nouveaux patrons aggraveront les conditions de travail, augmenteront la cadence et feront régner la terreur quasi-militaire au sein de l'entreprise.

COTE D'IVOIRE**LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?
EN PAROLE SEULEMENT !**

“Je ne veux pas de soldats qui tremblent devant 10 000frcs”, disait Gbagbo à l'adresse des policiers, le 26 mars dernier. De quelle planète descend-il donc? Parce que ces soldats “tremblent” déjà pour tout juste 300 F! Alors pour 10 000 F?

Depuis qu'il est au pouvoir, le racket se développe de plus belle. Ce n'est plus seulement les policiers qui rackettent. Mais aussi

les militaires, les gendarmes, etc. D'ailleurs ils n'hésitent pas à tirer sur des chauffeurs lorsque ceux ci refusent de payer.

Les forces de l'ordre savent que ce gouvernement ne peut rien contre eux. Ce gouvernement est impuissant face à l'armée parce qu'il n'est pas porteur des intérêts de l'immense majorité de la population.

LA GREVE DES AGENTS MUNICIPAUX

Après de nombreuses menaces et licenciements dans plusieurs mairies, les agents ont répondu à ces attaques par un arrêt de travail de 48 heures, les 11 et 12 avril dernier. Cette grève a été largement suivie dans la majorité des mairies des dix communes d'Abidjan. Les mairies et les marchés sont restés fermés.

Les agents réclamaient la réintégration de leurs camarades licenciés, ainsi que l'arrêt des autres mesures de licenciement en cours; l'abrogation des articles litigieux de la loi portant statut du personnel des “collectivités territoriales”.

On se souvient de la mairie d'Abobo qui avait licencié 251 agents en fin novembre 2001. Fin mars, c'était le tour de la mairie de Cocody qui s'est débarrassée de 320 agents. On annonce aussi du côté de Yamoussoukro le licenciement de

plus de 160 agents. C'est la même situation un peu partout dans les autres communes du pays.

Si cette grève a été largement suivie, elle n'a pas abouti aux résultats escomptés par les travailleurs. Elle n'a pas eu d'effet sur les maires et le gouvernement. La preuve, le représentant du ministre de l'intérieur, le “directeur général de la décentralisation” qui a reçu les grévistes, leur a répondu clairement: “vos revendications sont légitimes, mais nous ne pouvons rien faire”.

Ces agents qui sont au nombre de plus de 20.000 sur tout le territoire peuvent se faire entendre et faire aboutir leurs revendications s'ils s'unissent pour bien durcir le ton contre ces politiciens et ces notables qui n'ont que le seul souci de s'en mettre plein les poches.

ENCORE UN CHAUFFEUR ABATTU
PAR LA POLICE

Le 12 mars dernier, un chauffeur de taxi, a été tué par “les forces de l'ordre”. Encore un qui vient s'ajouter à une liste déjà trop longue.

Ce qui a spontanément déclenché un arrêt de travail des chauffeurs

de taxis, de wôrô-wôrô et de gbakas, pour protester contre cette énième “bavure”.

Comme par le passé, le gouvernement s'est contenté de participer aux funérailles et de

promettre une enquête qui comme toutes les autres restera sans suite. Dire que les policiers jouissent d'une impunité est un

euphémisme. Ils savent qu'ils ne seront pas inquiétés outre mesure de la part d'un gouvernement qui n'est fort que devant les faibles.

PROCHE ORIENT

SHARON CONTINUE SA GUERRE CRIMINELLE AVEC LE SOUTIEN DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Depuis le début avril, le gouvernement de Sharon livre une guerre sans merci contre le peuple

d'ajouter : "sans Arafat".



Jenine détruite par des chars et des bulldozers israéliens

Ce retrait repris avec grand tapage par une certaine presse et la proposition de la tenue d'une "conférence internationale" sur la paix ne sont que des manoeuvres de Sharon pour divertir l'opinion, pour gagner du temps afin d'achever sa sale besogne: détruire le plus possible les camps de réfugiés palestiniens, mais aussi les habitations, tuant des civils innocents. Les chars et les soldats israéliens sont toujours là. A Ramallah, ils entourent, jour et nuit, le quartier général où sont prisonniers, depuis plusieurs semaines, Arafat, ses proches collaborateurs et une trentaine d'occidentaux venus là pour soutenir la cause palestinienne. Les besoins les plus élémentaires comme l'eau et la nourriture manquent. Les soldats de Tsahal qui barricadent tout le secteur autour de Arafat se plaisent à rationner l'eau, la nourriture, à couper l'électricité pour humilier plus encore Arafat, à défaut de l'éliminer physiquement.

palestinien. Des villes sous l'autorité palestinienne sont prises d'assaut par des chars israéliens qui détruisent tout sur leur passage, relayés par l'aviation. Tout n'est que ruines et désolation, l'armée israélienne empêchant tout secours aux victimes. De rares fois elle autorise, sous la présence des caméras, des ambulances à ramasser les morts et soigner les blessés. Comme cette présence de journalistes gênait les soldats pour accomplir leur sale besogne, Tsahal, l'armée israélienne, a décidé de les chasser par la force.

Les chars et les soldats sont également présents à Bethléem. Le siège de 200 palestiniens réfugiés à l'église de la Nativité et de quelques moines continue. Depuis plusieurs semaines, le gouvernement de Sharon fait tout pour qu'ils se rendent. L'électricité et l'eau courante sont coupées. L'armée n'autorise personne à leur porter secours. L'eau leur est fournie à compte-gouttes, la nourriture rationnée.

La presse a annoncé le 20 avril que Sharon a retiré ses soldats et ses chars de Naplouse, Ramallah, Bethléem et Jenine. Dans la foulée, il propose une "conférence internationale" pour négocier la paix, mais en prenant le soin

Alors, annoncer, comme l'a fait

Sharon, que les soldats et les chars israéliens sont retirés des villes réoccupées par Israël, c'est pur mensonge. Sharon n'a pas renoncé à sa politique de terre brûlée : chasser des palestiniens pour occuper leurs terres afin d'y implanter des colonies juives.

Mais les destructions et les tueries, aussi massives soient-elles, n'empêcheront pas des actes de désespoir des palestiniens poussés à bout. L'aspiration de l'écrasante majorité des palestiniens qui vivent dans ces camps de concentration depuis des années, à avoir un Etat à eux, est légitime. Des milliers de jeunes sont prêts à donner leur vie pour cette revendication.

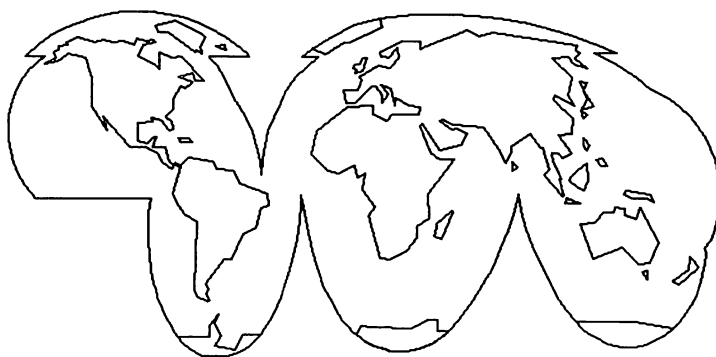
Alors, les dirigeants israélien qui s'opposent militairement à l'existence d'un Etat palestinien ne rendent pas service à leur propre peuple. Parce que le peuple israélien ne connaîtra pas la paix tant que le peuple palestinien sera opprimé.

Le peuple palestinien a autant le droit de disposer d'un Etat que le peuple israélien. Ce n'est qu'à partir du moment où ce droit légitime lui sera reconnu qu'un autre avenir que celui de la guerre et de la confrontation permanente pourra être envisagé. Cependant

l'avenir n'est pas dans la multiplication de petits Etats mais plutôt dans la formation de grands ensembles où les populations diverses pourront vivre librement, sans oppression. C'est possible. Mais pour cela, il est indispensable que naissent dans ces deux pays des organisations révolutionnaires prolétariennes qui puissent prendre en compte les intérêts communs de tous les exploités et des opprimés, quelles que soient leurs nationalités ou leur religion. Les travailleurs, qu'ils soient israéliens ou palestiniens, ont tous les mêmes patrons qui les exploitent. Ils ont un ennemi commun, la bourgeoisie nationale et internationale qui s'engraisse sur leur dos. Ensemble, ils peuvent lutter efficacement contre leurs ennemis de classe, les bourgeois.

Bien sûr, ces organisations révolutionnaires, semble-t-il, n'existent pas pour le moment ni en Israël, ni en Palestine. Le chemin à parcourir pour leur apparition sera peut-être long, mais c'est la seule voie de salut pour les deux peuples; c'est la seule voie pour mettre définitivement un terme à ce cycle de violences qui déchire les deux peuples depuis plus d'un demi siècle; c'est la seule voie pour en finir avec le nationalisme exacerbé des deux camps.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.